

Analyse de l'aide publique française 2013 pour la lutte contre la sous-nutrition

Juin 2015

Cette note présente les principales analyses de l'aide publique au développement 2013 de la France en faveur de la lutte contre la sous-nutrition.

1. Aide bilatérale française dédiée à la nutrition (en millions d'euros)

		2013	2012	2010
1	Montant APD nutrition	23,16	19,16	10,16
2	Montant APD bilatérale	4927,54	5960,90	5854,63
3	% APD nutrition / bilatérale	0,47%	0,32%	0,17%

Tableau n° 1

		2013/2012	2012/2010	2013/2010
4	Variation Montant APD nutrition	21%	89%	128%
5	Variation % APD nutrition / bilatérale	46%	85%	171%

Tableau n° 2

L'aide française à la nutrition s'élevait à 23,16M€ en 2013 (1) soit 0,47% de l'APD bilatérale de la France (3). En euro, il s'agit d'une augmentation de 21% par rapport à 2012 et 128% par rapport à 2010, soit plus du double (4) ; tandis qu'en pourcentage d'APD, on observe une augmentation de l'aide à la nutrition 46% par rapport à 2012 et 171% par rapport à 2010 (5).

Ces variations à deux chiffres doivent être prises avec précaution pour deux raisons :

- La baisse en volume de l'aide bilatérale française depuis 2010 qui a pour effet mécanique d'augmenter le poids relatifs de l'aide à la nutrition ;
- Ces variations concernent de faibles montants, de fait, les variations sont d'autant plus importantes (ex. une variation de 1 à 2 = +100% tandis qu'une variation de 10 à 20 = +50%, alors que la variation en volume pour la seconde hypothèse est bien supérieure).

Enfin, on peut noter que cette estimation d'ACF d'une APD nutrition de 23,16M€ est inférieure à l'estimation faite par la France de son APD nutrition en 2012 (24,1M€). Toutefois, pour des questions de méthodologie la présente analyse se fonde sur la comparaison des chiffres s'appuyant sur l'étude d'ACF réalisée en 2012.

A retenir :

- En 2013, l'aide française à la nutrition était de 23,16 M€, soit 0,47% de l'APD, en augmentation de 4M€, soit +21%.

2. Synthèse de la classification des interventions

	Catégories des interventions	Nombre de projets	Nombre projets (en %)	Volume des projets (en millions)	Volume des projets (en %)
6	DIRECT	4	6,35%	1,97 €	8,51%
7	DOMINANT	17	23,81%	13,88 €	59,93%
8	PARTIEL	42	66,67%	6,87 €	29,69%
9	Total général	63	100,00%	23,16 €	100,00%

Tableau n°3

Les 23,16M€ de l'aide française à la nutrition en 2013 contenait 63 projets (9), dont les deux tiers de projets partiellement sensibles à la nutrition (8) et, moins de 7% de projets spécifiques à la nutrition (4). Cela représente le double du nombre de projets par rapport à 2012 (30 projets).

Par rapport à 2012, le nombre de projets sensibles à la nutrition a fortement augmenté, passant de 21 à 59 projets en 2013, soit 2,8 fois plus de projets sensibles (7 & 8). Le volume moyen des projets sensibles 2013 est en augmentation à 495K€ contre 333K€ en 2012. Cette augmentation du nombre de projet sensibles est la conséquence d'une augmentation importante de projets « partiel » d'assistance alimentaire avec 46 projets en 2013 contre 13 projets en 2012 (3,5 fois plus). La répartition sectorielle est analysée plus en détail par la suite.

Concernant les interventions directes (6), le nombre de projet passe de 9 à 4 entre 2012 et 2013, et en volume de 12,16M€ à 1,97M€. Cette différence s'explique par moins de projets majeurs d'assistance alimentaire avec le PAM en 2013. En 2012, 6 projets dépassait le million de dollars contre 0 en 2013 ; 2 projets avec le PAM en 2012 dépassaient les 3,5 M\$. A noter que si l'on appliquait la méthodologie du SUN en ne considérant que le code-objet « nutrition de base - 12240 », les interventions directes ne s'élèveraient qu'à 1,55M€ contre 1,97M€, soit - 21%.

A noter les projets « dominant » sont 2,5 fois moins nombreux que les projets « partiel », mais en volume, les projets « dominant » sont 5 fois plus élevés (841K€ en moyenne) que les projets « partiel » (164K€ en moyenne) (7 & 8). Cela signifie que les projets dominants sont des interventions de plus grande envergure.

L'extraction des données de la base OCDE contient également un certain nombre de lignes projet qui ne concernent pas la nutrition. Ces lignes peuvent être rejetées car elles ne sont pas pertinentes comme interventions nutrition ou rejetées par manque d'information.

	Catégories des interventions	Nombre de projets	% Nombre projets	Volume des projets (en millions)	% Volume des projets
10	DIRECT	4	0,38%	2,41 €	0,40%
11	DOMINANT	17	0,95%	13,88 €	2,33%
12	PARTIEL	42	2,65%	6,87 €	1,15%
13	REJETE PAR MANQUE INFO	154	9,72%	35,62 €	5,97%
14	REJETE PAR PERTINENCE	1368	86,31%	537,74 €	90,15%
15	Total général	1585	100,00%	596,51 €	100,00%

Tableau n° 4

L'extraction des données de la base OCDE contient également un certain nombre de lignes projet qui ne concernent pas la nutrition. Ces lignes peuvent être rejetées car elles ne sont pas pertinentes comme interventions nutrition ou rejetées par manque d'information.

En 2013, plus de 1500 lignes ont été extraites (15) pour réaliser l'estimation contre 3 fois moins en 2012 (400 lignes) et 8 fois moins en 2010 (200 lignes). L'inflation de lignes en 2013 est pour partie due à de très nombreuses lignes pour des financements agricoles et santé à Wallis-et-Futuna (230 lignes) et les financements de la coopération décentralisée pour des secteurs similaires et wash (491 lignes). C'est également cela qui explique le nombre plus élevé de projets rejeté par pertinence, plus de 4 lignes sur 5 (14).

Pour ce qui est des lignes rejetées par manque d'information, il n'est pas possible de savoir au vue des seules informations disponibles si la ligne est susceptible de concerner ou non la nutrition. Pour la majeure partie de ces 154 lignes (13), 80% proviennent du ministère de l'Education nationale (MEN) pour des projets de recherches. Dans l'extraction, 40% des projets (soit 123 lignes) du MEN sont rejetées par manque d'information. La grande majorité des titres, courtes et longues descriptions sont identiques et ce sur des dizaines de lignes. Il n'y a aucun numéro de projet qui permet d'identifier le document qui permettrait de disposer de plus d'information. A noter qu'aucun projet du MEN ne contribue à l'APD nutrition. C'est sans doute une perte de valorisation puisqu'il existe des projets de recherche et une assistance technique dans le domaine. Au total, les projets rejetés pour manque d'information représentent 1,5 fois l'APD française 2013 pour la nutrition (13).

A l'inverse, le MAE et l'AFD font figure de bons élèves. Pour le MAE, 5% de ces projets ont été rejetés par manque d'information, et aucun pour l'AFD qui notifie ces projets d'un code d'identification. Au final, tandis que les projets rejetés par manque d'information représentaient plus de 10% (en euro et nombre de projets) de l'ensemble en 2012, ce nombre est passé sous les 10% en nombre de projets et 6% en euro en 2013.

A retenir :

- Les 23,16M€ de l'aide française à la nutrition en 2013 contenait 63 projets, dont les 2/3 de projets partiellement sensibles à la nutrition et moins de 10% de projets spécifiques à la nutrition.
- Les projets rejetés pour manque d'information représentent 1,5 fois l'APD française 2013 pour la nutrition (35,62M€).

3. L'aide à la nutrition par secteur

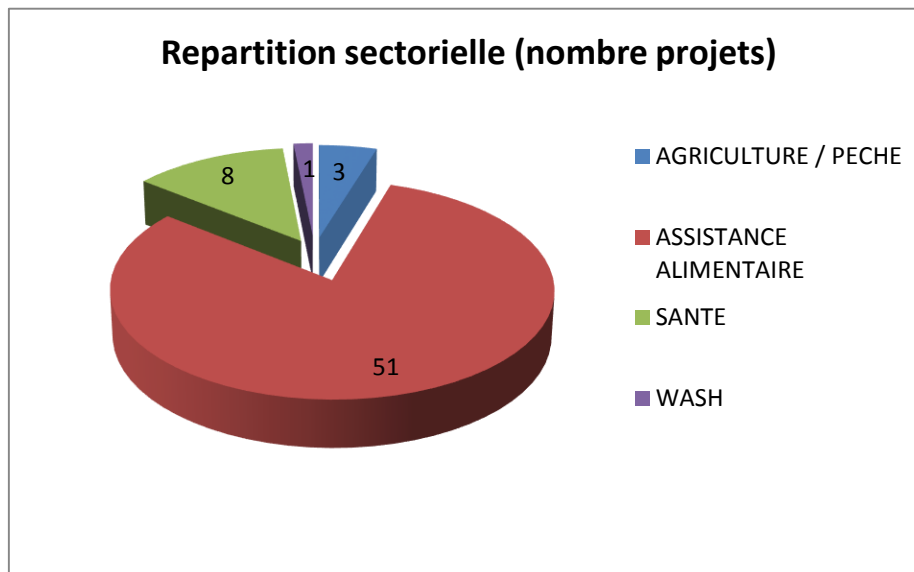


Tableau n° 5

En 2013, 80% des projets contribuant à l'APD française pour la nutrition étaient de l'assistance alimentaire, la santé représentant 13% du nombre de projet, l'agriculture et la pêche 5% et la wash 2% (tableau n° 5). A noter que 2 projets identifiés « urgence » dans la base de données OCDE ont été fusionnés avec les projets d'assistance alimentaire.

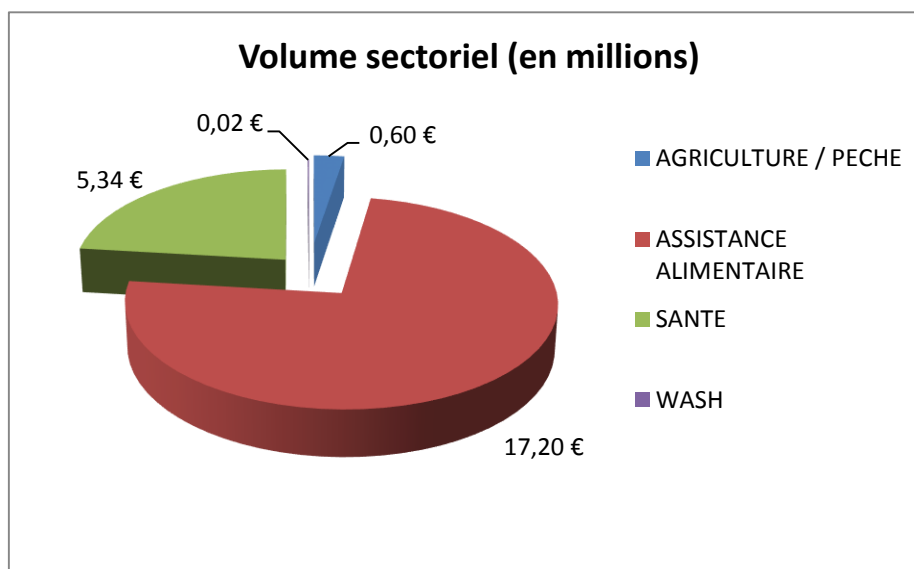


Tableau n° 6

En volume, compte tenu du faible montant des projets d'assistance alimentaire (projets « partiel »), l'assistance alimentaire ne représente plus « que » 74% de l'APD nutrition, ce qui marque une baisse de 6 points par rapport à 2012. La part des investissements en santé progresse à 23%, contre 20% en 2012. L'agriculture et la wash demeurent des secteurs négligeables avec moins de 3% de l'APD nutrition (tableau n° 6).

A retenir :

- L'APD nutrition 2013 était composée à 75% par l'assistance alimentaire et 23% par la santé.

4. L'aide à la nutrition par opérateur

	Opérateurs	Nombre de projets	% du nombre projets	Volume des projets (en millions)	% du volume des projets
16	AFD	9	14,29%	8,58 €	37,07%
17	DOMINANT	5	7,94%	7,96 €	34,39%
18	PARTIEL	4	6,35%	0,62 €	2,68%
19	MAE	54	85,71%	14,57 €	62,93%
20	DIRECT	4	6,35%	1,97 €	8,52%
21	DOMINANT	12	19,05%	6,35 €	27,40%
22	PARTIEL	38	60,32%	6,25 €	27,01%
23	Total général	63	100,00%	23,16 €	100,00%

Tableau n° 7

Le ministère des Affaires étrangères était le principal opérateur de l'APD nutrition en 2013, avec plus de 85% des projets et 63% des financements (19). C'est une évolution par rapport à 2012 puisque 95% de l'APD provenait du MAE. Le poids plus important de l'AFD en 2013 est toutefois en trompe-l'œil (16). En effet, l'AFD a été chargée de la mise en œuvre d'une aide budgétaire globale de 6,16M€ à la Mauritanie pour le compte de Bercy (26). Sans cette aide budgétaire, l'AFD aurait des investissements 2013 stables par rapport à 2012.

	Opérateurs	Nombre de projets	% du nombre projets	Volume des projets (en millions)	% du volume des projets
24	AFD	9	14,29%	8,58 €	37,07%
25	AGRICULTURE / PECHE	2	3,17%	0,25 €	1,07%
26	AIDE BUDGETAIRE GENERALE	1	1,59%	6,16 €	26,59%
27	ASSISTANCE ALIMENTAIRE	1	1,59%	0,31 €	1,35%
28	DEVELOPPEMENT RURAL	1	1,59%	0,35 €	1,51%
29	SANTE	3	4,76%	1,49 €	6,46%
30	WASH	1	1,59%	0,02 €	0,11%
31	MAE	54	85,71%	14,57 €	62,93%
32	ASSISTANCE ALIMENTAIRE	48	76,19%	13,52 €	58,38%
33	SANTE	4	6,35%	0,95 €	4,08%
34	URGENCE	2	3,17%	0,11 €	0,47%
35	Total général	63	100,00%	23,16 €	100,00%

Tableau n° 8

Les secteurs du tableau n° 8 correspondent à la classification OCDE. Pour faciliter la représentation des grands secteurs de la nutrition, développement rural a été fusionné avec agriculture (25 et 28), urgence avec assistance alimentaire (27, 32 & 34). Le projet d'aide budgétaire ayant une double

dimension santé (2,9M€) et assistance alimentaire (3,26M€), chaque tranche a été rattachée aux secteurs concernées¹.

A retenir :

- 85% des projets et 63 des financements pour la nutrition provenaient du MAE.
- Le projet contribuant à la nutrition le plus élevé était une aide budgétaire globale de 6,16M€ à la Mauritanie pour des interventions en santé et assistance alimentaire.

¹ Pour faciliter l'exploitation de la base de données, le projet d'aide budgétaire global a été compté pour 2 projets : un projet en santé et un projet en sécurité alimentaire.

5. L'aide à la nutrition par géographies

	Régions	Nombre de projets	% du nombre projets	Volume des projets (en millions)	% du volume des projets
36	Afrique Subsaharienne	39	61,90%	17,29 €	74,68%
37	Amérique du Nord et Centrale	4	6,35%	0,60 €	2,58%
38	Asie	2	3,17%	0,31 €	1,33%
39	Europe	2	3,17%	0,36 €	1,56%
40	Moyen-Orient	13	20,63%	2,75 €	11,89%
41	Multi-pays	3	4,76%	1,84 €	7,95%
42	Total général	63	100,00%	23,16 €	100,00%

Tableau n° 9

Sans surprise, près de 75% de l'APD nutrition de la France en 2013 a été destinée vers l'Afrique Subsaharienne (36) qui correspond à la région prioritaire de l'aide française. A noter qu'1/5^{ème} des projets se situent au Moyen-Orient (40) pour des projets d'assistance alimentaire liés aux conflits du Proche-Orient (Palestine et Syrie). Les projets en Amérique du Nord et Centrale correspondent à des projets en Haïti (37), ceux en Asie pour des projets en Corée du Nord (38) et ceux en Europe pour de l'assistance alimentaire d'urgence en Turquie pour les réfugiés syriens (39). Enfin, trois projets sont multi-pays (41).

Le tableau n° 10 présente le détail par pays de l'APD française pour la nutrition en 2013.

Pays	Nombre de projets	% Nombre projets	Volume des projets (en millions)	% Volume des projets
Bénin	1	1,59%	0,22 €	0,97%
Burkina Faso	2	3,17%	1,68 €	7,27%
Centrafrique	6	9,52%	0,77 €	3,34%
Corée du Nord	2	3,17%	0,31 €	1,33%
Ethiopie	2	3,17%	0,51 €	2,18%
Guinée	1	1,59%	0,28 €	1,20%
Haiti	4	6,35%	0,60 €	2,58%
Irak	1	1,59%	0,12 €	0,52%
Jordanie	3	4,76%	0,48 €	2,08%
Liban	3	4,76%	0,59 €	2,54%
Madagascar	3	4,76%	1,75 €	7,58%
Mali	9	14,29%	2,78 €	12,00%
Mauritanie	3	4,76%	7,36 €	31,78%
Multi-pays	3	4,76%	1,84 €	7,95%
Niger	6	9,52%	0,94 €	4,04%
République démocratique du Congo	1	1,59%	0,17 €	0,73%
Somalie	2	3,17%	0,17 €	0,74%
Sud-Soudan	1	1,59%	0,24 €	1,04%
Syrie	2	3,17%	0,60 €	2,60%
Tchad	2	3,17%	0,42 €	1,82%

Territoires palestiniens	3	4,76%	0,72 €	3,12%
Turquie	2	3,17%	0,36 €	1,56%
Yémen	1	1,59%	0,24 €	1,04%
Total général	63	100,00%	23,16 €	100,00%

Tableau n° 10

Tableaux additionnels

Secteurs classés par types d'interventions

	Nombre de projets	% Nombre projets	Volume des projets (en millions)	% Volume des projets	Volume moyen des projets (en millions)
DIRECT	4	6%	1,97 €	9%	0,49 €
ASSISTANCE ALIMENTAIRE	4	6%	1,97 €	9%	0,49 €
DOMINANT	17	27%	14,31 €	62%	0,84 €
AIDE BUDGETAIRE GENERALE	1	2%	6,16 €	27%	6,16 €
ASSISTANCE ALIMENTAIRE	13	22%	6,66 €	29%	0,51 €
SANTE	3	5%	1,49 €	6%	0,50 €
PARTIEL	42	67%	6,87 €	30%	0,16 €
AGRICULTURE / PECHE	2	3%	0,25 €	1%	0,12 €
ASSISTANCE ALIMENTAIRE	33	52%	5,30 €	23%	0,16 €
DEVELOPPEMENT RURAL	1	2%	0,35 €	2%	0,35 €
SANTE	4	6%	0,95 €	4%	0,24 €
URGENCE	1	2%	0,01 €	0%	0,01 €
WASH	1	2%	0,02 €	0%	0,02 €
Total général	63	100%	23,16 €	100%	0,37 €

Tableau n° 11

Types d'interventions classées par secteurs

	Nombre de projets	% Nombre projets	Volume des projets (en millions)	% Volume des projets	Volume moyen des projets (en millions)
AGRICULTURE / PECHE	2	3%	0,25 €	1%	0,12 €
PARTIEL	2	3%	0,25 €	1%	0,12 €
AIDE BUDGETAIRE GENERALE	1	2%	6,16 €	27%	6,16 €
DOMINANT	1	2%	6,16 €	27%	6,16 €
ASSISTANCE ALIMENTAIRE	49	78%	13,83 €	60%	0,28 €
DIRECT	5	8%	2,31 €	10%	0,46 €
DOMINANT	11	17%	6,22 €	27%	0,57 €
PARTIEL	33	52%	5,30 €	23%	0,16 €
DEVELOPPEMENT RURAL	1	2%	0,35 €	2%	0,35 €
PARTIEL	1	2%	0,35 €	2%	0,35 €
SANTE	7	11%	2,44 €	11%	0,35 €
DOMINANT	3	5%	1,49 €	6%	0,50 €
PARTIEL	4	6%	0,95 €	4%	0,24 €
URGENCE	2	3%	0,11 €	0%	0,05 €
DIRECT	1	2%	0,10 €	0%	0,10 €
PARTIEL	1	2%	0,01 €	0%	0,01 €
WASH	1	2%	0,02 €	0%	0,02 €
PARTIEL	1	2%	0,02 €	0%	0,02 €
Total général	63	100%	23,16 €	100%	0,37 €

Tableau n° 12